

COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

BRESIL

BOLIVIE

LA LUTTE DE CLASSE,
où ÇA ?

ETATS-UNIS

ESPAGNE

ARGENTINE

KIRGHIZIE

FRANCE

VENEZUELA





CNT-AIT

**Association
Internationale
des Travailleurs**

AIT, NSF boks 1977
Vika, n-0121 OSLO , Norvège

**Confédération
Nationale
du Travail**

Pour tout contact
sur le plan national
s'adresser à :
CNT-AIT (bureau confédéral)
34 Espace Mendès-France
36000 Châteauroux

**Adresse du site web
de la confédération**

<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez les liens
confédéraux et internationaux
de notre organisation.

CPPAP 1 856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT

Réalisation des pages confédérales :
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements

1 an (6 n^{os}) : 7,5 €
soutien : 15 €
Chèques à l'ordre de CNT-AIT
voir pages régionales

Unions Régionales

Les UR sont l'expression
de la CNT-AIT.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique.
Pour tout contact dans une région,
s'adresser au secrétariat de l'UR.

DANS LA TORPEUR AMBIANTE, la désinformation et l'oubli volontaire des médias, les raisons, pour nous salariés, de nous mobiliser, restent nombreuses, autant dans notre cadre hexagonal que dans d'autres régions du monde :

- non respect des droits des travailleurs par le patronat ;
- remise en cause des acquis sociaux ;
- nouvelles législations favorisant la flexibilité et la précarité dans le travail, avec le contrat « nouvelle embauche » dans *leur* douce France, ou l'extension de l'intérim au Venezuela... ;
- accroissement de la misère, en Kirghizie, en Bolivie... ;
- injustices, dont est victime par exemple Mumia Abu-Jamal aux États-Unis.

Contre la misère, l'exploitation, contre l'injustice, des voix s'élèvent (en Espagne toujours), des mouvements de colère populaire éclatent (comme en Bolivie ou en Kirghizie), des travailleurs tentent de reprendre en main l'outil de production (c'est le cas en Argentine).

Mais la mobilisation sociale ne portera ses fruits que par un travail de conscientisation et d'auto-organisation.

L'espoir révolutionnaire est toujours vivant !

UR Centre : CNT-AIT - 34, Espace Pierre Mendès-France - 36000 Châteauroux,
UR Midi-Pyrénées : CNT-AIT - BP 158 - 82001 Montauban cedex, **UR Paris et Nord** : CNT-AIT - BP 352 - 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine** : CNT-AIT - 8, place Louis Barthou - 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée** : CNT-AIT - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie - 13001 Marseille, **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT - BP 2010 - 14019 Caen cedex, **En Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII - BP 223 - 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

Précarité et flexibilité :

les 2 piliers du salariat



Le Capitalisme se fonde sur le salariat qui permet à une classe dirigeante de s'enrichir en exploitant le travail des classes laborieuses au nom du sacro-saint droit de propriété : du capital, des machines... Les richesses sont accaparées par ceux qui contrôlent l'unité de production au lieu d'être redistribuées à ceux qui les produisent. Le salariat, c'est le vol !

LE CAPITALISME MODERNE doit s'adapter à de nouvelles contraintes dans la quête de profits : concurrence accrue avec l'émergence de nouveaux pays industrialisés, développement des services, optimisation des bénéfices avec un fonctionnement à « flux tendu », recul de la conscience de classe des opprimés...

La précarité et la flexibilité sont devenues les piliers du système en permettant de renforcer l'exploitation des travailleurs : la flexibilité de la main-d'œuvre permet de préserver les profits en cas de crise ; l'instabilité des emplois favorise la limitation des salaires ; la précarité permet de museler les travailleurs exploités par la crainte de perdre leur emploi. La précarité c'est aussi l'incertitude du lendemain, la fragilité des droits réels de la classe ouvrière et des conditions de travail si facilement remis en cause par l'État et le Patronat.

Précarité des emplois

- 13,3 % des travailleurs, soit 3 millions de personnes, occupent un emploi précaire : CDD, intérimaires, apprentissage, contrat aidé ¹. En 10 ans, les CDD ont augmenté de 60 % et les emplois intérimaires de 160 % ². Le Patronat préfère recruter une main-d'œuvre corvéable à souhait, sans possibilité d'avancement, jetable s'il faut accroître les profits ou simplement les préserver (idée avancée dans le projet de loi sur la cohésion sociale), malléable car totalement à sa merci.

- Les agences d'intérim en profitent pour s'enrichir sur le dos des plus fragiles en jouant les marchands d'esclaves. Environ 600 000 travailleurs sont employés à travers ce système dans lequel les règles sont simples : tu es réputé docile, tu acceptes n'importe quoi sans broncher et tu viens régulièrement quémander humblement ; alors tu peux espérer décrocher un contrat. Si tu ne files pas droit, il n'y aura rien pour toi. En 2003, le marché du travail intérimaire représentait un chiffre d'affaires de 17,7 milliards d'euros (contre 3 milliards en 1986 et 19 milliards en 2001). Le nombre d'agences dépasse les 6 000 après une hausse de 4 % en un an ³.
- 17 % des salariés travaillent à temps partiel contre 8 % il y a 30 ans. Parmi ceux-ci, le sous-emploi concerne 1 260 000 personnes en 2004, dont les 3/4 sont des femmes, soit 60 000 de plus qu'en 2003. Près de 30 % des salariés à temps partiel le sont donc non par choix personnel, mais par contrainte imposée par le Patronat. ¹
- Le Patronat souhaite voir disparaître la sécurité de l'emploi que représentent les CDI. Les rapports Virville et Camdessus proposent de les remettre en cause pour favoriser des contrats limités dans le temps, par exemple à une mission ponctuelle. Vive les « salariés-kleenex » !
- L'État donne l'exemple en favorisant les emplois précaires : un tiers des salariés de la Poste n'est pas fonctionnaire, 30 % de la

(suite page 4)

1 - INSEE, Enquête sur l'emploi 2004.

2 - E. Perrin, Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale, La Dispute, 2004.

3 - Rapport économique et social annuel 2003 du Syndicat des Entreprises de Travail Temporaire (<http://www.sett.org>)



Précarité et flexibilité :

(suite de la page 3)

INSEE, - 4
Enquête sur
l'emploi 2004.

AFP, - 5
265 000 chômeurs
avaient été exclus en
janvier de l'assurance
chômage, 15 avril
2004.

« Avec l'inflation, - 6
le salaire net moyen
a reculé de 0,3 %
en 2003 »,
Le Monde,
16 mars 2005.

« Le pouvoir d'achat - 7
des salariés
a reculé fin 2004 »,
Les Dernières
Nouvelles d'Alsace,
26 mars 2005.

« Travailleurs - 8
sans logis »,
Le Monde,
9 novembre 2004.

INSEE, - 9
mars 2005,
Données sur
l'année 2003.

fonction publique territoriale sont composés de non-titulaires, 20 000 aides-éducateurs sont remerciés sans scrupule, le Conseil d'État propose de revoir le statut des fonctionnaires dans son rapport 2003, les gouvernements de Gauche et de Droite qui privatisent les entreprises publiques contribuent au développement des contrats les moins sûrs pour les travailleurs... Le secteur public comptabilise plus de 660 000 emplois précaires (CDD, stagiaires, contrat aidé) ⁴.

- Le RMA et le CI-RMA sont des sous-emplois précaires, limités à 18 mois, payés au SMIC horaire, mais en échange l'entreprise perçoit une somme équivalente à l'allocation du salarié. La valse des étiquettes : de CDI à CDD, puis ASSEDIC, ASS, RMI pour finalement déboucher sur le RMA, a pour but de permettre aux patrons de disposer d'un réservoir de travailleurs contraints d'accepter n'importe quel emploi sous-payé et de casser le coût du travail. La réduction des périodes d'indemnisation des chômeurs entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2004 : 600 000 personnes devraient être évincées des ASSEDIC d'ici à la fin de l'année 2005 selon l'UNEDIC ⁵, et le projet de limiter dans le temps les droits à l'ASS (suspendu et non abrogé par le Président) contribuent au développement des RMIstes (1,2 million de personnes avec une hausse de 9 % en 2004) qui pourront devenir des super-exploités au RMA.

Précarité des conditions d'existence

- 2,8 millions de personnes sont au chômage, sacrifiées sur l'autel du capitalisme qui s'appuie sur l'accumulation des profits pour les possédants et non la satisfaction des besoins des populations. Si le taux de chômage a franchi la barre symbolique des 10 % de la population active, les calculs oublient de

nombreux demandeurs d'emplois : 1,7 million de personnes sont inscrites à l'ANPE sans être reconnues comme chômeurs au sens du Bureau International du Travail. Quel espoir pour les 1 136 000 chômeurs sans emploi depuis plus d'un an, dont 550 000 le sont depuis plus de 2 années ? ⁴

- Réduction des moyens de subsistance des exclus : réduction des périodes d'indemnisation des chômeurs, contrôle et sanctions accrues contre ces derniers « grâce » au Plan Borloo, réforme de la CMU (dont dépendaient 4,6 millions de personnes au 1^{er} janvier 2004 selon le Ministère des Affaires sociales) et de l'AME (couverture médicale pour les sans-papiers) par la loi de finances 2004, révision du statut d'intermittent du spectacle, limitation dans le temps des droits à l'ASS...
- La réforme des retraites laisse présager de graves difficultés de subsistance pour les travailleurs qui ne pourront atteindre 40, puis 41 annuités en attendant de trimer toujours plus longtemps. Or la remise en cause de la répartition sera difficilement compensée par la capitalisation, car les salariés ne peuvent guère épargner quand leur pouvoir d'achat diminue : le Salaire Mensuel de Base a reculé de 0,3 % en 2003 ⁶, et encore de 0,2 point au dernier trimestre de l'année 2004 ⁷.
- 1 million de travailleurs sont considérés comme pauvres et 1 SDF sur 3 occupe un emploi selon une enquête de l'INSEE datant d'octobre 2003. ⁸

Le salariat ayant pour fonction d'enrichir les patrons, ne permet pas toujours aux travailleurs d'échapper à la misère. La moitié des salariés à temps plein touche un salaire net inférieur à 1455 euros mensuels et 90 % moins de 2909 euros. ⁹

- 3,6 millions de personnes vivent officiellement en-dessous du seuil de pauvreté. Mais si l'on

les 2 piliers du salariat (suite)



utilise les critères de calcul européen (60 % du salaire médian au lieu de 50 %), notre pays compte plus de 7 millions de pauvres.¹⁰

Les statistiques officielles oublient certaines catégories comme les SDF ou les ménages d'étudiants, ainsi près de 7 % des personnes pauvres en France. En outre, le système de calcul ne tient plus compte des revenus du patrimoine, tels les revenus monétaires de la propriété qui ont augmenté de 202 % entre 1988 et 2002. Les inégalités sociales sont donc minimisées.¹¹

- 3 millions de personnes sont mal logées selon le Conseil Économique et Social. Pour 6 millions de personnes, il manque un élément essentiel du confort (salle de bain, chauffage, wc intérieur...) d'après la Fondation Abbé Pierre.¹²

Le nombre d'expulsions de locataires a augmenté de 123 % en 5 ans.¹³

La misère et la précarité ne sont pas une fatalité, mais une condition à l'enrichissement des nantis. Si le Produit Intérieur Brut augmente sans cesse pour dépasser les 1500 milliards d'euros par an, les richesses sont accaparées par les classes possédantes. Entre 1982 et 2002, la part des salaires bruts (y compris cotisations patronales) dans la répartition de la valeur ajoutée des entreprises a reculé, passant de 73,2 % à 65,3 %¹⁴. Le poids des salaires s'est réduit en faveur de celui des profits capitalistes. La lutte contre la précarité implique une mobilisation de l'ensemble des travailleurs contre leurs exploiters communs.

On ne brise pas des chaînes avec du papier

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les résultats du référendum sur la Constitution européenne. Les Français ont rejeté ce texte pour clamer leur ras-le-bol du système qui favorise la précarité. Ce camouflet montre que le mécontentement est grand et que nos

dirigeants n'arrivent plus à embobiner si facilement les masses. Cependant, par son absence d'incidence, il révèle aussi l'incapacité des scrutins à faire évoluer les choses.

Le gouvernement ne tient nullement compte du message et l'opposition ne sait pas comment l'utiliser car elle reste en décalage avec les aspirations de la population. Les premiers actes du nouveau gouvernement sont un pied de nez aux électeurs qui seront toujours floués : « oui » ou « non », on fait ce qu'on veut !

De Villepin propose de renforcer la précarisation des emplois par un « contrat nouvelle embauche » pour les entreprises de moins de 20 salariés, correspondant à une période d'essai de 2 ans, dite « période de consolidation de l'emploi »¹⁵. L'employeur peut renvoyer le salarié concerné avec des « formalités simplifiées » (par simple lettre recommandée) et une modeste indemnité. Celle-ci a été accordée contre l'extension de ce dispositif au-delà des entreprises de moins de 10 salariés. Le Patronat ne cache pas sa joie de voir ainsi se multiplier les emplois kleenex¹⁶.

Breton nous explique qu'il faut, selon lui, travailler plus et plus longtemps : allongement du temps de travail, bosser après 65 ans, cumul emploi-retraite et surtout se déplacer dans tout le pays pour trouver un emploi. Le chômage, c'est donc la faute de ces feignasses de chômeurs qui refusent d'abandonner leur famille, leurs racines, pour occuper des boulots dans des conditions si pourries que personne n'en veut !¹⁷

Les élections ne changent décidément rien. L'amélioration de nos conditions d'existence passe par l'organisation de luttes sociales rassemblant l'ensemble des masses. Reste à battre le fer tant qu'il est chaud pour ne pas laisser la colère se transformer en résignation.

10 - « La définition du seuil de pauvreté », *Le Monde*, 17 octobre 2004, qui reprend le Rapport 2003-2004 de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale.

11 - Réseau d'Alerte des Inégalités, <http://www.bip40.org>.

12 - « La crise du logement touche plus de 3 millions de Français », *La Nouvelle République*, 28 janvier 2004.

13 - « La pauvreté touche d'abord les femmes, les jeunes et les étrangers », *Le Monde*, 16 octobre 2004.

14 - OFCE, *L'économie française 2004-2005*, *La Découverte*.

15 - « Les contours du contrat nouvelle embauche se précisent », *L'Entreprise.com*, 20 juillet 2005 (<http://www.entreprise.com/actu>).

16 - « Les députés de la majorité sont peu convaincus par le plan Villepin pour l'emploi », *Le Monde*, 29 juin 2005.

17 - « M. Breton revoit à la baisse ses prévisions de croissance », *Le Monde*, 21 juin 2005.



Justice et liberté pour Mumia Abu-Jamal, avril 2000 à Marseille.
Photo : Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal de Marseille.

Mumia Abu-Jamal

Le 27 mai 2005, la Court of Common Pleas of Philadelphia (Pennsylvanie, USA) refuse la pertinence des nouvelles pièces apportées au dossier Mumia Abu-Jamal.

Parmi celles-ci figurent bien sûr une déclaration sur l'honneur de Mumia Abu-Jamal narrant les faits et affirmant son innocence, le témoignage dûment enregistré de William Cook, son frère, présent sur les lieux du crime en décembre 1981 et enfin l'attestation du meurtrier de l'agent de police Faulkner. Meurtre pour lequel Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort. Cela fait donc 23 ans maintenant que ce prisonnier est isolé dans une cellule dans le couloir de la mort.

MUMIA ABU-JAMAL n'avait jamais pris la parole, même durant son procès. Son frère n'avait pas été contacté par l'avocat commis d'office en ces temps-là. Il le fut en 1999 par l'équipe d'avocats qui s'était constituée autour du condamné pour essayer d'obtenir un nouveau procès. Tout fut fait par cette équipe pour démontrer comment le procès de 1982, issu d'une arrestation opérée sur les lieux du crime, avait été truqué. Il fallait un coupable, et ce fut le Noir blessé qui se trouvait là par hasard. Tout le monde maintenant connaît les circonstances de l'arrestation de Mumia Abu-Jamal, l'enquête bâclée, voire sabotée, ses franches connotations racistes, l'acharnement d'un juge partisan actif de la peine de mort, et finalement le verdict de mort à l'encontre du prévenu.

Avec la déclaration sous serment de Arnold R. Beverly narrant comment, exécutant un contrat, il a tué l'agent de police Faulkner en décembre 81, il devient évident que non seulement le procès de 1982 était bien un procès expéditif, mais qu'en plus Mumia Abu-Jamal est innocent de ce dont la justice de Pennsylvanie l'a accusé et ce pourquoi elle l'a condamné.

Ces pièces n'ont été communiquées à la justice qu'en 2001. C'est une nouvelle équipe d'avocats qui s'en est chargé. Il semblerait que des menaces de mort aient été proférées, comme cela s'est plusieurs fois avéré pour des témoins (fictifs ou non) tout au long de cette affaire, contre l'ancien responsable de la défense. Toujours est-il qu'aujourd'hui la déclaration du meurtrier a été publiée. Qu'il y affirme avoir exécuté Faulkner parce qu'il devenait gênant pour les policiers corrompus de Philadelphie, qu'il a été aidé dans sa fuite après l'exécution de son contrat par des agents de police.

La police de Philadelphie détient avec celle de Los Angeles le record de corruption dans tous les États-Unis.

Elle semble avoir la mainmise sur le trafic de drogue aussi bien que sur la prostitution et les paris illégaux en ville. La majorité de ses membres est adhérente de la puissante association policière (Fraternal Order of Police) qui a pu, entre autres choses, se payer une page entière de publicité dans le *New-York Times* en 1998, réclamant la mort de Mumia Abu-Jamal. C'est à cette occasion que les différents Comités de Soutien à Mumia Abu-Jamal et des individus solidaires ont réuni de l'argent pour répondre, par la même voie, à la publication de la FOP. Sur le site du FOP /OFP (<http://www.pafop.org/mumiasupporters.html>) de Philadelphie, on pouvait alors consulter une liste noire : les noms de ceux qui avaient signé ce droit de réponse.

Les arguties juridiques et les absurdités de l'administration ne peuvent expliquer totalement la réponse de la juge fédérale devant les nouveaux éléments apportés par la défense. On peut se demander si elle est relativement incompétente (dans son argumentation des éléments commentés sont manifestement faux) ou si elle subit des pressions. Un nouveau procès pour Mumia Abu-Jamal risquerait de rendre public ce qu'en fait tout le monde sait, à savoir que la police de Philadelphie corrompue à souhait détient un pouvoir relativement important dans cette ville. En tenant compte de la déclaration de l'assassin de Faulkner, de ses mobiles et de son acte, ce serait le procès de la police de Philadelphie. Le refus prend effet ces jours-ci. Si la défense ne peut plus argumenter, Mumia Abu-Jamal reste condamné à mort.

*Loiseau,
avec l'aide du Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal de Marseille,
transmis par le Syndicat intercorporatif de Marseille*

Pour tout renseignement, s'adresser à Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal de Marseille : mumia.marseille@free.fr

Yannick qui en avril dernier est venu à Marseille pour raconter ses rencontres avec Mumia Abu-Jamal a fait paraître une partie de l'article qui suit dans CQFD, journal qui ne lui avait accordé qu'un certain nombre de caractères. Cette écriture est celle d'une personne qui n'a pu prendre aucune note, de quelque façon que ce soit, lors de ses entrevues avec Mumia Abu-Jamal. Règlement pénitentiaire oblige.

Visite au prisonnier de Waynesburg



COMMENT DÉCRIRE l'expérience de ma visite, l'été dernier, à Mumia Abu-Jamal dans le couloir de la mort de Waynesburg, isolé à 800 km de Philadelphie ? Comment restituer ainsi le choc émotionnel que fut l'extraordinaire rencontre de deux générations (Mumia 50 ans, moi 18 ans) dans un lieu *high tech* totalement déshumanisé ? Comment rapporter ce qu'ont été ces 7 h 30 de discussions passionnées, tout en résumant les 23 ans d'incarcération, de combat juridique et militant de ce journaliste exceptionnellement intègre qui a su, de par son caractère emblématique, faire gronder le pavé des rues du monde entier, combler les salles de débat, animer les discussions militantes et chacun des numéros du *Rire*¹ ?

L'opportunité de parler de Mumia est d'or, à l'heure où ce dernier, en plus de voir ses ultimes appels rejetés les uns après les autres par la justice (alors qu'il n'y a jamais eu autant de preuves de son innocence), voit son cas doublement passé à la trappe par les mass media qui espèrent l'enfourer dans la poubelle capitaliste de la désinformation et de l'oubli, et se voit triplement enterré vivant par le *zapping* des militants (y compris de ceux prétendant vouloir libérer la « Sardonie »², qui osent prendre pour prétexte à leur désengagement le fait qu'il ne se passerait « rien de nouveau »).

Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.

Énumérer ce dont j'ai pu parler avec un prisonnier politique qui refuse de renoncer jusque devant l'échafaud : du pouvoir de récupération du capitalisme, de ceux qui renient leurs convictions et leurs origines pour accéder à des positions de pouvoir, de « *l'impérialisme de gauche* »³ qui n'arrête pas d'essayer de faire siennes l'énergie et les actions (après coup !) des jeunes indépendants que nous sommes ; de la montée en Europe de l'appareil pénal made in USA, de la mise à mort de l'État providence français, des nécessaires systèmes alternatifs à l'économie de marché, d'Histoire (Mumia m'a rappelé qu'aucun empire n'a jamais duré ; que la société US présente les symptômes historiques du déclin de l'Empire romain). Mais ce dont Mumia m'a le plus longuement parlé, élevant la discussion vers des lieux surprenants, c'est d'amour, avec ses tenants affectifs (« *l'amour comme énergie la plus puissante* ») et ses aboutissants politiques (« *aucun mouvement ne dure sans amour* » ; « *on ne peut pas emprisonner l'amour* »).

Décrire l'image bluffante de cet homme libre menotté, intelligent, drôle mais très sensible, avec qui on s'est marrés comme des bossus ; dire combien ses grands éclats de rire, derrière la paroi de plexiglas étaient magnifiques, tonifiants et révolutionnaires, résonnant dans le parloir comme une véritable nargue envers cette froide institution qui essaie de « tuer l'esprit avant le corps ».

Yannick Sanchez,
transmis par le Syndicat intercorporatif de Marseille.

- 1 - [du *Combat Syndicaliste*] : Rire est l'ancien titre de CQFD.
- 2 - [de Yannick] : est un petit clin d'œil au journal critique des médias, le PLPL, qui prétend vouloir libérer ce territoire imaginaire, la « Sardonie », libre de toute influence des mass media ou autres grands groupes de presse. Même si, à mon goût, le PLPL est d'une très grande qualité intellectuelle et journalistique, regorgeant d'informations précieuses, j'ai tout de même toujours été déçu par leur refus systématique de vouloir publier quoi que ce soit à propos de Mumia Abu-Jamal, qui incarne tout ce qu'un journaliste peut avoir de « sardon » (intègre, défiant la censure jusque devant la mort).
- 3 - [du *Combat Syndicaliste*] : cette citation (et celles qui suivent) est de Mumia Abu-Jamal.

Hommage à la révolution espagnole

LE 19 JUILLET 1936, en réponse au coup d'État fasciste du général Franco, des millions de femmes et d'hommes se jetaient dans la rue. Pendant des mois, ils allaient tenir tête au fascisme international et vivre une société sans État ni capitalisme.

Pour leur rendre hommage, pour dire que l'espoir révolutionnaire est toujours vivant, la CNT-AIT de Midi-Pyrénées a tenu un rassemblement le mardi 19 juillet 2005 à 19 heures place Fédérica Montseny (à la limite du quartier Empalot, entre les Récollets et le pont du stadium à Toulouse).

Syndicat intercorporatif de Toulouse



Tu étais si élégante – et coquette avec ça !
Tu étais amante et mère,
comme de nombreuses femmes
dans le monde.

Tu étais, comme d'autres femmes,
une voix puissante qui s'élevait
contre l'exploitation capitaliste
et le machisme sans cesse renaissant.
Et, à l'époque où nous nous croisions,
je ne t'ai jamais vue faillir bien longtemps.
J'espère que,

dans mes moments de découragement,
le souvenir de ta force généreuse
viendra encore me bousculer
et me ramener vers la vie.

Entendre une fois de plus ta colère,
entendre une fois de plus
tes paroles de révoltée

– avec cet accent d'exilée que tu cultivais,
que tu entretenais à plaisir.

Mais, vrai, tu étais rudement coquette
et c'était une joie d'être à tes côtés.

Merci Pepita.

L.

Pepita Carpena (Josepha Guy), née en Espagne, était couturière, révolutionnaire syndiquée à la CNTe puis à sa *Régional Nord*. Elle fut militante active de *Mujeres Libres*. Réfugiée en France en 1939, elle y vivait depuis. Elle est décédée le 5 juin 2005. Elle avait plus de 85 ans.

Transmis par le Syndicat intercorporatif de Marseille



ou comment

« tuer des tigres * » dans la jungle néolibérale

Depuis peu, la présence des entreprises de travail temporaire nous est devenue familière, ces firmes apparues dans les années 80 pour orchestrer l'une des modalités les plus scélérates de la fameuse flexibilisation du travail. À la fin du XX^e siècle, elles représentent une part importante de l'offensive patronale pour remettre en cause les conquêtes obtenues par les travailleurs dans leurs luttes historiques contre le Capital.

AU VÉNÉZUÉLA, la reconnaissance formelle des ETT apparaît avec la promulgation du Règlement de la Loi organique du Travail, sanctionné dans les derniers jours du 2^e gouvernement de Caldera (25/01/1999). C'est là que l'on considère son existence et que l'on établit les normes de son fonctionnement (chapitre II, articles 23 à 28). Depuis, la branche s'est développée et il est possible aujourd'hui de localiser par internet plusieurs douzaines d'ETT actives, parmi lesquelles évidemment les filiales locales des firmes multinationales dominantes dans le secteur (Manpower, Adecco, Humanet, SGF Global, Professional Recruiting Services) se taillent la part du lion. Il faut souligner que le florissant négoce des ETT dans notre pays a bénéficié de l'attitude bienveillante et laxiste du gouvernement chaviste : en effet, dans les organismes officiels avec lesquels les ETT seraient en concurrence (l'Institut national des statistiques ou le Ministère du travail), les statistiques, enquêtes ou recherches indiquant au moins l'évolution de ce secteur, sont inexistantes. Les opaques « caudillos » syndicaux de la CTV dans l'opposition, ou de l'UNETE légaliste n'ont rien trouvé à dire non plus à ce sujet, tout occupés à leurs magouilles politiciennes et de corruption.

Les ETT

(entreprises de travail temporaire,
ou agences de travail intérimaire),



D'après la définition du spécialiste espagnol M. Rodríguez Piñero, les ETT sont « *des entreprises de services dont l'activité consiste à fournir temporairement des travailleurs à d'autres entreprises, clientes ou usagères, afin de satisfaire leurs besoins temporaires de main-d'œuvre, tant en quantité qu'en qualité ; à cet effet, elles sélectionneront, recruteront et formeront un groupe de travailleurs qu'elles mettront à disposition des entreprises, et elles proposent leurs services par contrat, en garantissant que les travailleurs mis à disposition se conforment aux accords entre les 2 entreprises* ». Dans cette relation triangulaire, l'ETT apparaîtra comme employeur des travailleurs et prendra en charge toutes les obligations et responsabilités établies par la réglementation légale pour cette fonction. Les travailleurs recrutés sont envoyés pour offrir leurs services dans les organisations productives d'autres entreprises, lesquelles pourront disposer de ces travailleurs et utiliser leurs services de la manière qui leur convient, en gérant leur activité qu'elles intègrent à celle de leurs propres employés dans leur organisation de production ; mais, au moins formellement, le statut d'employeur revient toujours à l'ETT et l'existence d'une relation de travail entre l'ETT et les travailleurs envoyés est essentielle, car c'est l'élément central dans la délimitation de sa compétence dans le cadre de l'entreprise.

La possibilité de sous-traiter ou de servir d'intermédiaire dans les rapports de travail est aussi vieille que le capitalisme, mais les circonstances par lesquelles transite ce système économique-social dans les 25 dernières années (révolution technologique, expansion du secteur des services, essor de la spéculation financière, apparition de la Chine et des pays d'Asie du Sud-Est en tant que nouveaux concurrents, effondrement de l'empire soviétique, etc.) ont provoqué des conditions d'exploitation de main-d'œuvre telles que les ETT, appelées à remplir un rôle significatif pour atteindre ces buts de « compétitivité » et de « rationalisation », masque du sempiternel désir patronal de profits démesurés. Ces circonstances ont influé aussi sur l'affaiblissement de la capacité des travailleurs à affronter les menaces, en plus du rôle de la bureaucratisation des syndicats, de la confiance soporifique dans le caractère inamovible des acquis, et des changements subis par la classe ouvrière elle-même, très différente de celle du XIX^e siècle.

Ce qui est sûr, c'est que les ETT servent à merveille les patrons pour satisfaire aux comptes rationalisateurs de leurs

goureux du management. D'après ces lumières, la formule magique pour être compétitif comprend 2 ingrédients clés : « fragmenter » – c'est-à-dire rompre avec l'image traditionnelle de l'entreprise comme un ensemble situé dans un espace précis et ne pouvant croître qu'en augmentant ses dimensions – et « externaliser ». Dans ce 2^e composant, on impose à l'entreprise et à son personnel de ne s'occuper que de ce qui est essentiel et basique pour sa rentabilité, en établissant des « synergies » avec d'autres entreprises qui s'occupent du complément.

Les ETT (comme le « *outsourcing* ») permettent ce que dans le jargon cacophonique des experts, on nomme l'« externalisation par réduction de la durée de l'emploi », c'est-à-dire d'établir avec la main-d'œuvre une relation limitant au maximum les responsabilités de l'entreprise bénéficiaire. Cela signifie, par exemple, que les industries soumises à des variations périodiques de demande de production peuvent, grâce aux ETT, adapter les contrats d'embauche de travail qualifié dont elles ont besoin, en éludant les contre-prestations dues dans un rapport contractuel durable, en plus d'éliminer la « perte » que représente une moindre production et/ou productivité de ces travailleurs à des périodes moins actives du cycle du marché.

Bien sûr, avec le personnel des ETT « *tuant des tigres* » selon les besoins conjoncturels, les entreprises capitalistes peuvent restreindre autant leur offre de nouveaux emplois que la possibilité d'améliorer les conditions de travail de leurs propres travailleurs. Ajoutées au reste de l'arsenal s'appliquant au nom de la flexibilisation du travail, les ETT sont une arme stratégique pour affaiblir davantage le Travail dans son affrontement contre le Capital. D'où l'urgence de prendre des initiatives de poids pour lutter contre ces expressions de l'oppression néolibérale, comme le propose actuellement l'Association Internationale des Travailleurs, l'organisation mondiale des travailleurs anarchosindicalistes.

*Armando Vergueiro, Comisión de Relaciones Anarquistas,
(CRA-AIT, section vénézuélienne de l'AIT),
article paru dans El libertario n° 42 (avril-mai 2005)
traduction Jacquie, Syndicat intercorporatif de l'Hérault*

* Dans le langage populaire vénézuélien, « *tuer un tigre* » signifie effectuer un travail temporaire.



La guerre

La Bolivie se caractérise par une diversité géographique, culturelle, ethnique et un grand isolement. Plus de 70 % de la population est composée de diverses ethnies indigènes, chacune avec sa culture, ses coutumes et son dialecte. Le reste de la population est composé de métis. Il existe dans ce pays un très fort racisme, des différences très accentuées et évidentes entre classes sociales. Les marchés locaux, généralement approvisionnés par le paysannat et par la contrebande, permettent une économie informelle qui se reflète dans la pratique du troc et du marchandage. Les enfants travaillent souvent à partir d'un âge très précoce. Pour la plupart, les Boliviens ne vivent pas, ils survivent. Un tiers des 9 millions d'habitants a faim et l'autre tiers n'a pas de quoi vivre dignement. La misère est patente partout alors que la Bolivie dispose de la deuxième réserve de « gaz libre » (c'est-à-dire facilement exploitable) du continent.

La question du gaz

Le gouvernement bolivien, les partis politiques et les multinationales pétrolières sont les protagonistes de l'escroquerie monumentale causée par la « capitalisation » d'YPFB [Gisements Pétrolifères Fiscaux Boliviens, le terme « fiscaux » indiquant en l'occurrence le caractère étatique de la propriété des gisements : NDT]). Cette ex-entreprise d'État fournissait, depuis 1954, la totalité de la consommation interne de pétrole et de gaz et représentait, depuis 1985, la principale source financière du pays. L'arnaque débute en 1992 quand le MNR (Mouvement National Révolutionnaire) propose la « capitalisation » c'est-à-dire le transfert de 49 % des actions d'YPFB à des entreprises pour « dynamiser » l'économie sans que l'État perde le pouvoir décisionnel, puisqu'il garderait 51 % des actions. Cette proposition de privatisation partielle fut très populaire car elle se doublait d'une promesse : l'attribution des actions de l'État à chaque citoyen bolivien sous forme de fonds de pensions. Grâce à ce dispositif, la retraite de chaque Bolivien devait être de l'ordre de 200 \$ US par mois ! Avec un tel programme, le MNR rafla un maxi-

um de voix et prit tous les pouvoirs. Ensuite, il changea « légèrement » les règles en abaissant à 50 % la part de l'État (sous prétexte qu'aucune firme ne regrouperait 49 % des actions) et en créant une société pour gérer les actions des Boliviens. En fait, c'est cette société qui est propriétaire des titres et les Boliviens retraités attendent toujours leur retraite, car les comptes de cette société de gestion ne laissent rien à distribuer. Pendant ce temps, le prix du gaz augmentait, la pénurie s'installait et Enron, Shell, Repsol-YPF, Perez, Conpanc et autres sociétés qui se partagent le gâteau encaissent des bénéfices énormes.

Le conflit

Après les promesses sont venues les « explications techniques » complexes et les discours sur la « crise » et le supposé effondrement du marché du gaz... tout cela a passablement embrouillé la situation. Le Bolivien de base, souvent très isolé dans son village, ne voyait toujours rien venir, mais sans saisir les tenants et les aboutissants, se réfugiait dans un attentisme passif. D'autant que toutes les institutions, toutes les forces syndicales conventionnelles et politiques

chantaient bien entendu la même chanson avec juste les variations d'usage.

Dans ce contexte délétère, des militants anarchistes décidèrent alors de démonter pièce après pièce les mécanismes de cette monumentale escroquerie et de se lancer dans un travail d'explication et de propagande. Ce travail a réussi à réveiller la colère latente de la population et à déclencher une vague gigantesque de contestation. La conclusion que nos compagnons propageaient sous forme du slogan : « nous sommes riches mais ils nous ont déjà tout volé » se propagea jusque dans le coin le plus reculé de Bolivie. On en discutait dans les rues, on en discutait dans les universités, dans les marchés, dans les communautés, dans les quartiers, les associations de voisins, dans les mines... De nombreux conflits locaux éclatèrent.

Début octobre 2003, la mobilisation commence à se faire sentir de manière plus intense à La Paz. Les coupures de routes débutent ainsi que la grève, qui n'est pas encore générale.

Le gouvernement de « Goni » [le surnom du président Gonzalo Sanchez de Lozada] répond par la répression. Mais, au début, il ne veut

du gaz en Bolivie



pas donner trop d'importance au conflit, parlant devant les caméras d'une déstabilisation de la démocratie menée par des séditeurs qui veulent entraîner le pays vers une folle dictature « a-NARCO-syndicalista » (jeu de mots amalgamant narcotrafiquants et syndicalistes).

Malgré cela, des communautés indigènes se mobilisent réclamant leur autonomie et la renationalisation du gaz et du pétrole ; tandis que les anarchistes, à l'origine de cette contestation, proposaient directement la socialisation et l'autogestion de l'entreprise.

Warisata : la goutte qui fait déborder le vase

À 100 km de La Paz, à Warisata, les villageois se mobilisent énergiquement pour réclamer « le gaz aux Boliviens » et l'autonomie des indiens Ayllus. La mobilisation avait un caractère énergétique mais pas violent jusqu'à ce qu'un hélicoptère de l'armée tire sur la population. Celle-ci réagit, armes à la main. Des escarmouches sanglantes éclatent. De nombreux conscrits, originaires de la région, refusent de tirer ou désertent.

Warisata sert de détonateur. Tous les secteurs du pays se mobilisent.

Débutent alors une série de grèves, de coupures de routes, de blocages d'aéroports mais aussi de réserves de carburants (afin d'empêcher le réapprovisionnement de l'armée). Les moyens de lutte se firent chaque fois plus durs et la grève paralysa le pays durant plusieurs jours. Les affrontements se radicalisèrent spécialement dans la zone d'El Alto et de Cochabamba.

La guerre dans les rues

Pour décrire au mieux ces événements, j'emprunte les lignes suivantes à *Combate*, publication anarchiste de La Paz et d'El Alto : « Durant la guerre du gaz, il n'y eut pas un, mais de nombreux foyers qui convergèrent sur un seul point – le gouvernement – pour l'embraser et mettre en déroute la force de l'État. Ces foyers furent une machine de guerre nomade qui s'élança sur la tête de l'État et réussit à le désarticuler.

L'un de ces foyers fut le mouvement des paysans aymaras, occupant les routes et les remplissant de pierres pour disparaître, aussi subitement qu'ils avaient surgi, obligeant l'armée à passer des journées entières à dégager des routes, qui étaient inmanquablement recoupées le lendemain... De cette

manière, ils coupèrent le trafic entre La Paz et les principaux axes (lac Titicaca, Pérou,...). Ces actions ne provoquèrent pas de pertes parmi les soldats, mais les dommages pour l'État furent incalculables, plus grands que l'auraient été des soldats morts, vu que pour l'État bolivien, la vie d'un pauvre soldat indigène ne vaut rien.

Les mineurs d'Huinuni réalisèrent un mouvement enveloppant et avancèrent rapidement jusqu'à La Paz en une espèce de blitzkrieg (guerre éclair). À El Alto, immense banlieue, ce fut une réponse d'une force formidable, celle de la ville soulevée. Le feu, la dynamite, les pierres, les barricades et les tranchées répondirent aux fusils automatiques, aux tanks, aux hélicoptères de l'armée et de la police. Chaque quartier, Rio Seco, Ballivian, Juan Pablo II, Villa Ingenio, Senkata, Villa Adela, Santiago Seguin-di, Tupaj Katari, La Ceja et d'autres, se regroupa pour empêcher le passage des tanks, des camions et des troupes. Le blocage de la raffinerie d'YPFB à Senkata, provoqua la pénurie de carburant. Après les massacres du « dimanche sanglant » à El Alto, la ville de La Paz rejoignit le mouvement en appui aux habitants des hauteurs. Le lundi la

(suite page 12)



La guerre du gaz en Bolivie (suite)

(suite de la page 13)

ville se réveilla paralysée et fut submergée par les 4 côtés : les paysans des environs, des Yungas et d'Achacachi avancèrent sur la ville et l'envahirent progressivement, de manière quasi imperceptible. De plus 10 000 travailleurs d'Oruro marchèrent sur La Paz. Sans compter les mobilisations de mineurs et de paysans à Potosí, dans la ville de Sucre et aussi les paysans du département de Chuquisaca. [...] »

Un point tout à fait intéressant est la manière dont circula l'information durant le conflit. On peut dire qu'elle fut a-hiérarchique, à travers des journaux, des radios surtout populaires, de quartiers et associatives, (entre autres avec le formidable réseau national de radios et de communication ERBOL) et même quelques canaux de télévision. Elle fut horizontale et multidirectionnelle, provenant de partout en direction de partout, ce qui contribua largement à donner sa force au mouvement populaire. Mais, s'il en fut ainsi en Bolivie, force est de constater que l'information ne réussit pas à circuler avec clarté hors de ce pays.

La chute de Sanchez de Lozada

Le durcissement des grèves, la pénurie à La Paz, l'indignation face à la répression furent énormes et eurent pour conséquence le rejet total des partis politiques. Il se manifesta avec rage. Pratiquement aucun de leurs locaux ne resta debout, tous furent la proie des flammes ou de saccages. Le peuple désormais fatigué, écœuré de tant de magouilles se retournait contre eux. La COB [Centrale Ouvrière Colombienne], se voyant obligée de suivre, se limita à refuser le dialogue avec le gouvernement. Les syndicats de base étaient

en train de la déborder complètement dans la rue, rendant évident à quel point la bureaucratie syndicale et les politiciens s'étaient éloignés des travailleurs.

Chaque secteur, chacun avec ses propres revendications, convergea avec les autres sur quelques points fondamentaux : la démission du président, la révision de la loi des hydrocarbures, l'assainissement de terres et l'annulation de la loi « coca zéro ».

Cet épisode de guerre sociale, connu en Bolivie comme la « guerre du gaz », finit par s'apaiser fortement avec la démission du président « Goni » même si la chute de son gouvernement, soi-disant démocratique, fut retardée du fait de l'appui de l'ensemble des organismes internationaux (en commençant par les États-Unis, l'Organisation des États Américains, le Pacte Andin, etc.) qui voyaient dans son renversement un « danger » pour toute la région.

Le « nouveau gouvernement » de Carlos Mesa

Rapidement, le pouvoir fut assumé par le vice-président Carlos Mesa, qui avait pris tardivement mais opportunément ses distances avec son prédécesseur. Mesa débuta son mandat en invitant des personnes « indépendantes » à remplir des fonctions au sein de l'État. Les coupures de routes furent levées mais la mobilisation continua.

Le gouvernement entrant fit le pari de durer et, si nécessaire, de continuer à réprimer la mobilisation en arrêtant des activistes et des syndicalistes, mais surtout il s'attacha à isoler les mouvements les uns des autres et à les affaiblir. Un autre moyen trouvé par Mesa, pour semer la confusion, fut de dévier

le conflit en réactivant le vieux ressentiment contre un pays voisin, le Chili. Enfin, Mesa et les siens, tout aussi classiquement, ont recours à la corruption pour casser la lutte.

Ce nouveau gouvernement a été bien soutenu par la bourgeoisie locale et internationale. Il a manœuvré habilement, mais il n'est toujours pas arrivé à contenir une crise qui venait de loin et qui sera difficile à calmer, même si elle ne se présentait pas de façon aussi aiguë qu'en 2003.

Nos compagnons, qui ont joué un rôle essentiel dans la prise de conscience à l'origine de cette lutte sont peu nombreux, ils ont très peu de moyens pour continuer ce travail de conscientisation et d'auto-organisation. Ils ont pourtant un rôle essentiel à jouer pour que cette lutte ne finisse pas par se faire totalement étouffer. Nous espérons pouvoir leur apporter, à travers l'AIT, un peu de l'aide qui leur est nécessaire.

Dernier point à souligner : comme dans cette comédie absurde où les protagonistes passent leur temps à attendre « Godot », nous avons le plaisir de voir maintenant les « dirigeants » de mouvements sociaux, qui s'adjuent sans vergogne la « paternité » du mouvement d'octobre, chercher désespérément leurs soi-disant troupes de dirigés pour obtenir un strapontin dans la conduite des affaires de l'État. En vain.

Syndicat intercorporatif de l'Hérault, d'après un texte de Guillermo Zunzuregui, militant de la FORA-AIT (Fédération Ouvrière Régionale Argentine), tiré du supplément régional Midi-Pyrénées, La Lettre du CDES n° 88 (nov.-déc. 2004)

La guerre du gaz en Bolivie (point d'actualité)

CES DERNIERS MOIS, les mouvements de contestation se sont radicalisés, coupant les 4/5 des routes, les accès à presque toutes les villes du pays et assiégeant 4 des principales villes sur 10. La profonde mobilisation sociale et l'organisation croissante des paysans, des ouvriers, des indigènes et des habitants des quartiers les plus pauvres des grandes villes ont obligé Carlos Mesa à démissionner de la présidence, le 6 juin 2005.

D'après la Constitution du pays, le processus de succession à la présidence par intérim prévoit que soit nommé, dans l'ordre, le président du Congrès, ou le président de la Chambre des Députés, ou celui de la Cour suprême de Justice.

Les forces en présence sont au nombre de trois :

- l'oligarchie et les forces néo-libérales (dont le MIR : Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, et le MNR : Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) soutiennent le président du Congrès, Vaca Diez, pour écraser la contestation sociale par la voie militaire ;
- les plus modérés et les réformistes (dont le MAS : Mouvement vers le Socialisme), soutenus par l'Église, misent sur le président de la Cour suprême de Justice, Eduardo Rodriguez, pour convoquer de nouvelles élections ;
- les secteurs les plus radicalisés et les plus combatsifs de la COB luttent pour la nationalisation des ressources d'énergie et pour le gouvernement des ouvriers et des paysans.

L'ambassade des États-Unis, les multinationales et l'armée privilégient la première solution, mais n'écartent pas la seconde.

Vaca Diez est le dirigeant du MIR, parti social-démocrate qui a d'abord combattu la dictature fasciste d'Hugo Banzer dans les années 70, mais qui ensuite s'est uni à lui dans les années 90 et a participé au gouvernement du néo-libéral Sanchez de Lozada et fait massacrer le peuple en octobre 2003.

Le 8 juin, en raison des manifestations bloquant la capitale, La Paz, Vaca Diez déplace dans la ville de Sucre la session du Congrès qui doit définir le nom du président par intérim.

Le 9 juin, la session est suspendue indéfiniment, à la suite de violentes manifestations de mineurs et de groupes indigènes à Sucre, qui ont fait un mort et au moins deux blessés.

L'armée, en état d'alerte, déclarait vouloir respecter le processus de succession constitutionnelle.

Traduction Jacquie, Syndicat intercorporatif de l'Hérault, d'après un contact en Bolivie de Guillermo Zunzuregui

Grève illimitée à la fourrière municipale de Séville



Depuis le 16 mai, des travailleurs de la fourrière municipale de Séville sont en grève illimitée : 4 d'entre eux ont été licenciés et 17 autres ont subi des sanctions, pour avoir participé à une précédente grève.

AU BOUT DE 17 JOURS, la CNT a constitué une section syndicale dans l'entreprise AUSSA et c'est maintenant l'ensemble du personnel qui est en grève illimitée, pour exiger la réintégration de leurs compagnons et la levée des sanctions. L'entreprise AUSSA est une société mixte, dont 51 % des actions sont détenues par l'entreprise municipale de transports urbains TUSSAM. Appuyé par la mairie de Séville (PSOE et Izquierda Unida, « Gauche unie »), AUSSA propose de remplacer 2 des 4 licenciements par des suspensions d'emploi et de salaire pendant 25 et 11 jours, et exige des travailleurs qu'ils renoncent à leur droit de subrogation (ils pourraient être remplacés par des contrats précaires), ainsi qu'à exercer une action syndicale pour les futurs licenciements (en signant une sorte de « code éthique » à respecter).

Le 13 juillet, le Tribunal des affaires sociales a déclaré nulles les sanctions prises contre les 4 travailleurs, considérant la grève légale. D'autre part, la CNT a à nouveau porté plainte contre la police nationale, qui empêche la tenue des manifestations quotidiennes (par des contrôles d'identité répétés, des barrages avec des motos, et la demande d'une « délimitation des participants »), manifestations pourtant autorisées par la Sous-Délégation du gouvernement.

Pour la réintégration des licenciés et la dignité des travailleurs !
Solidarité avec les travailleurs d'AUSSA !

N° de compte : CNT-AUSSA - 2100 / 2587 / 86 / 0110253165
(La Caixa)

Traduction Jacquie, Syndicat intercorporatif de l'Hérault, d'après CNT n° 314, juillet 2005 et info actualisée sur le site ww.cnt.es, mensuel de la CNT-AIT, section espagnole de l'AIT



**El futuro se construye
en los piquetes**

Autogestion

*Dans l'actuel contexte médiatico-politique anti-globalisation, un film, The Take *, présente des expériences d'entreprises autogérées par des travailleurs qui se sont ré-approprié l'outil de production, poussés par la nécessité face à la misère engendrée par le capitalisme.*

*À défaut d'un projet de société et d'une organisation réellement efficace au niveau international, nous sommes obligés de déplorer l'impasse dans laquelle se sont investis ces travailleurs. Sur 1700 entreprises autogérées ** en 2004, il n'en restait plus que 200 au printemps 2005.*

Cependant, ces expériences restent intéressantes car elles montrent que les travailleurs peuvent se passer de patrons. Bref, que le salariat peut être aboli.

DURANT LA CRISE ÉCONOMIQUE de 2001, 20 000 Argentins glissaient sous le seuil de pauvreté chaque jour, tandis que l'économie s'effondrait et que 130 milliards quittaient le pays pour les banques occidentales. Cinq présidents furent renvoyés en deux semaines. La réponse des travailleurs argentins fut de reprendre les usines fermées par des patrons « aux doigts brûlés », et de les faire tourner eux-mêmes.

Beaucoup d'usines occupées sont devenues florissantes dans un pays où le projet néo-libéral dirigé par les États-Unis a dramatiquement crashé et a brûlé, comme partout en Amérique du Sud. Par exemple, les travailleurs de l'usine Zanon ont pris le contrôle après que le patron l'eut fermée, sous prétexte qu'il ne faisait pas assez de profit. Après l'occupation, la coopérative a embauché 50 % de travailleurs en plus et ils ont multiplié les niveaux de production par trois.

Durant la crise, « *Que se vayan todos* » (Qu'ils partent tous) devint l'appel commun des manifestants. Le mouvement des *Piqueteros* (piquets volants), composé de milliers de chômeurs utilisant l'action directe, a combattu en batailles rangées contre les autorités. Dans la deuxième ville d'Argentine, Cordoba, les fonctionnaires ont mis le feu à l'Hôtel de ville.

Cependant, ça n'a pas pris longtemps avant que les choses ne reviennent à la « normalité » du carnage capitaliste. Maintenant les banques connaissent un retour du profit, et il y a des arrestations massives et des manifestants tués par balles dans la rue. Ce qui est pratiquement un retour à la normale.

Avec un gouvernement de droite de retour aux affaires, les gants sont jetés et le gouvernement réprime les manifestations et les organisations anti-capitalistes, et ferme les usines contrôlées par les ouvriers. À nouveau, la politique du gouvernement est toute au paiement de la dette extérieure, aux privatisations et aux lois pro-patronales.

Pourtant, il y a toujours plus de 15 000 travailleurs occupant 200 entreprises. Les boîtes occupées sont habituellement gérées sur la base de : un travailleur, un vote, et beaucoup d'entreprises payent le même salaire à tous leurs employés. La coopérative des travailleurs de Zanon est l'une de ces boîtes occupées. Appelée FaSinPat, raccourci pour *Fabrica Sin Patronas* (usine sans patron), elle occupe une usine de céramiques depuis octobre 2001.

Il y a beaucoup de raisons qui font que la communauté locale soutient autant la coopérative. Durant les vingt dernières années, la communauté de Nueva Espaqa, frappée par la pauvreté, a

en Argentine



demandé sans succès au gouvernement de lui construire un centre de santé. Relevant le défi, les travailleurs de Zanon ont voté pour construire un centre communautaire de santé et ont fini le travail en trois mois.

Pour anéantir cette inquiétante tendance à l'auto-organisation, des juges et des politiciens ont planifié des actions offensives contre le mouvement. Dans une tentative de diviser le mouvement coopératif, le gouvernement a offert 250 emplois à 400 ouvriers dans une nouvelle usine de préfabriqués pour la construction. S'ils refusent, ils doivent affronter un renvoi violent. Les dirigeants de Zanon ont même organisé des groupes de plusieurs dizaines de *barrabravas* (hooligans payés) du football-club Cipolletti pour harceler les travailleurs de Zanon. Plusieurs tentatives ont été faites pour expulser les occupants de l'usine et les perspectives sont assez ténues pour les travailleurs.

La police a déjà un palmarès. En août dernier, plus de cent ouvriers de l'usine occupée Gatic (qui fabrique les vêtements Adidas) ont été expulsés à coup de gaz lacrymogène, matraques et balles en caoutchouc. Face à une telle barbarie, les travailleurs se défendent eux-mêmes. Des dizaines de travailleurs du téléphone à Buenos Aires ont occupé les deux principaux centraux téléphoniques de la ville et ont coupé toutes les com-

munications internationales en décembre 2004. Après une occupation organisée par les travailleurs ayant duré neuf jours, le syndicat des travailleurs du téléphone FOETR a annoncé qu'ils avaient obtenu 20 % d'augmentation des salaires de leur employeur Telecom et Telefonica de Argentina. Bien qu'ils aient demandé une augmentation de salaire de 50 %, cet accord est un gain majeur pour eux.

*Traduction Française, Syndicat intercorporatif de l'Hérault,
tiré de Direct Action n° 34
printemps 2005
(mensuel de Solidarity Federation-AIT, section anglaise de l'AIT)*

* *The Take* est un thriller documentaire politique réalisé par Avi Lewis en 2004 et écrit par Naomi Klein. « Le film montre un modèle alternatif en termes de production » et qu'« il existe d'autres manières de faire des affaires » (interview de Naomi Klein par Radio Air Libre le 20/04/05).

** Cité par le présentateur de Radio Air Libre lors de son interview de Naomi Klein.

Website du syndicat : www.foetrabsas.org

Signez la pétition : www.petitiononline.com/zanon/petition.html.

À voir

en plus de *The Take*,
un film sur les coopératives des usines occupées : www.nfb.ca/thetake,
deux autres films :

Obremos sin Patron (Ouvriers sans patron)

et *Cuatro Estaciones* (Quatre saisons), qui se concentre spécifiquement sur l'usine de vêtements Brukman à Buenos Aires.



« La révolte

Le renversement du régime d'Ascar Akaev, « père de la démocratie kirghize » et privatisateur zélé, a été un nouvel épisode de la vague des « révolutions des fleurs » qui a inondé les États de l'ex-« Union Soviétique ». Des politiciens sont remplacés par d'autres, qui ont la même soif de pouvoir et d'accumulation de biens et sont aussi impitoyables dans leurs relations avec les travailleurs. Sans doute, il est absurde de parler dans un journal social-révolutionnaire de cette « relève de la garde ». Mais cette fois-ci l'histoire prend une autre tournure : les prétendants aux postes de présidents, de ministres et de députés étaient loin de pouvoir toujours contenir la colère populaire.

TOUT A COMMENCÉ selon un scénario habituel. D'abord il y a eu les élections (parlementaires) qui, comme on s'y attendait, ne pouvaient donner la victoire qu'aux candidats déjà au pouvoir. Ensuite, les candidats perdants ont utilisé l'argent de sources américaines ou autres, et ont mobilisé leurs partisans pour exiger d'annuler les résultats des élections. Ces politiciens de l'opposition n'étaient pas bien sûr des « gens du peuple » mais d'ex-ministres, de hauts fonctionnaires d'État ainsi que des « notables » locaux de clans « offensés ». Plusieurs d'entre eux avaient de nombreux moyens et possibilités d'organisation pour rassembler des groupes de leurs partisans. Les uns étaient appuyés par les dirigeants des clans locaux, les autres par les structures des partis politiques Ata-Zhurt et Mouvement populaire, ainsi que par leurs organisations de jeunesse. Et le « social-démocrate » Zhaparov de la région de Naryn a même expédié des détachements de cavalerie composés de centaines de cavaliers, membres de son « Club démocratique de la jeunesse libre » !

À partir de mars, les meetings ininterrompus de protestation des candidats perdants à la députation ont submergé les régions méridionales de Kirghizie, surtout à Och et Dzhalal-Abad, ainsi qu'à Talas et dans certaines parties de la région de Naryn au Nord

du pays. D'abord, la population urbaine a plutôt réagi avec indifférence aux événements. Rien ne promettait la tempête. Même quand les militants de l'opposition ont commencé à la mi-mars d'occuper les locaux de l'administration d'État dans quelques régions et cantons, il était peu probable pour les politiciens de l'opposition que le régime d'Akaev – si solide, semblait-il – ait seulement une semaine à vivre.

Les fruits des réformes

L'hystérie des politiciens offensés a trouvé un terrain fructueux. Les réformes libérales d'Akaev (privatisation de la terre, des usines et du commerce) ont provoqué l'augmentation des prix et ont plongé les travailleurs du pays dans la misère la plus désespérée. Le salaire moyen en Kirghizie est de 50 \$, beaucoup de gens avaient grand-peine à acheter de quoi manger. Les jeunes doivent aussi payer leurs études. En 2002 les autorités ont dû distribuer de la farine, du maïs et du sucre pour calmer les protestations.

Il n'y a pas de travail dans le pays. À la campagne, les jeunes hommes se font embaucher à tour de rôle comme les bergers pour deux mois, puis ils doivent céder leurs places aux suivants. Une entreprise kirghizo-canadienne a commencé l'extraction d'or à Karakol dans le Nord ; le salaire y est incroyablement élevé, près de mille dollars, mais il est

presque impossible d'y être embauché : on embauche les proches, et plutôt ceux qui comprennent l'anglais et ont fait des études supérieures. Et les « heureux élus » n'ont pas beaucoup de temps pour profiter de la vie : les conditions de travail à Karakol en font très vite des invalides !

De nombreux Kirghizes doivent aller travailler en Russie. Ils y travaillent dans un domaine autre que le leur, sans avoir aucun droit, en subissant l'arbitraire et l'extorsion de la police et en ne gagnant que de misérables miettes (c'est donc mieux que rien !). Avant tout la mafia, les parents et les proches d'Akaev ont gagné grâce à la privatisation, ils sont haïs par presque tout le monde, en particulier dans le Sud qui est la région la plus pauvre et la plus privatisée.

La fureur des « petits » a explosé quand les autorités ont envoyé à Och et Dzhalal-Abad les forces de la police spécialisée (de choc) OMON, qui ont chassé avec une cruauté particulière les manifestants occupant des locaux administratifs, en leur brisant les os et en leur fracassant la tête. Les 20 et 21 mars, des dizaines de milliers d'hommes sont sortis sur les places centrales des villes. Armés de pierres, de cocktails Molotov et de lance-pierres, ils ont commencé à se battre contre les policiers et les ont dispersés. À Dzhalal-Abad, les locaux administratifs, y compris la Direction des affaires intérieures,

des indigents » en Kirghizie

ont été dévastés, le commissariat de police de la ville a été incendié. « ... Rien n'a pu résister à la force de la foule effervescente qui a donné l'assaut aux bâtiments des organes du pouvoir d'État », a communiqué l'agence d'information *Fergana.Ru* de Dzhahal-Abad. Le matin du 21 mars, à Och, les révoltés, pour se venger de la brutalité de l'OMON et de la police, ont envahi et détruit la Direction des affaires intérieures, le Parquet, la Sûreté nationale et les institutions administratives. Les soldats des troupes intérieures armées et les policiers ont fui de la ville sous la pression des masses populaires. Les participants au meeting de masse ont appelé à l'assaut de la prison et à la libération de tous les prisonniers. Och se trouvait au pouvoir de la révolte populaire spontanée. Dans ces deux villes, des magasins et des banques ont été pillés par la foule.

« Les dirigeants de l'opposition [...] ne peuvent pas gérer la foule chaotique », a informé un correspondant de l'agence *Fergana.Ru* d'Och. Ils ont tenté en vain de persuader les manifestants d'arrêter de détruire des institutions gouvernementales et de renoncer aux « méthodes illégales de lutte ». « Vous m'avez élu, vous devez m'obéir », a lancé d'une tribune Anvar Artikov, nommé chef de la région par les politiciens de l'opposition, lors du meeting.

Les chefs du parti Ata-Zhurt se sont rassemblés et ont rapidement formé des détachements d'« auto-défense ». Ils ont appelé les chefs de la police à « rétablir ensemble l'ordre dans la ville » en réprimant la révolte. Pour cela, de nouveaux dirigeants des organes répressifs ont été nommés (les vice-chefs, à la place des

chefs qui avaient fui) et ont juré fidélité au nouveau pouvoir. Comme l'a écrit le correspondant du journal de Moscou *Novaya gazeta*, « ensemble les dirigeants de l'opposition anti-Akaev et les agents de la milice (c'est-à-dire la police) » ont réussi en une après-midi à « persuader des activistes radicaux et à rétablir l'ordre dans la ville ». Les politiciens, les bureaucrates et les policiers ont écrasé ensemble l'élan anti-étatique spontané des pauvres.

« Nous faisons tout pour éviter le chaos et l'anarchie », a assuré le leader du parti Ata-Zhurt, Madame Otounbaieva. — « Ce n'est pas une révolte paysanne. Nous avons des revendications politiques claires. » En tentant de retenir la protestation dans un cadre purement politique de la lutte pour la répartition des postes et sièges, l'opposition a revendiqué la démission d'Akaev.

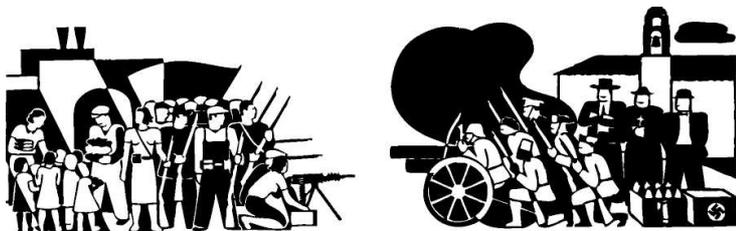
Les expropriations populaires

Les politologues et journalistes bourgeois mêmes ont reconnu que les émeutes de masse du Sud de la Kirghizie ont été des manifestations de la « révolte des indigents », comme l'a déclaré Andrei Grozine, chercheur à l'Institut des pays du CIS (Commonwealth of Independent States : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizie, Moldavie, Tadjikistan, Ukraine, Ouzbékistan) à Moscou. Il a été facile d'attirer les habitants du Sud mécontents de « la famille d'Akaev », dans la marche contre la capitale du pays, Bichkek. Le 24 mars, des groupes de l'opposition entraient dans la ville et bientôt des milliers de manifestants ont donné l'assaut à la « Maison blanche », la résidence du Président. Le dictateur

démocratique s'est enfui ; son pouvoir est tombé et il a été remplacé par un comité de politiciens de l'opposition, qui a commencé à marchander avec les anciens et nouveaux députés du Parlement. Les policiers se sauvaient chez eux, certains ont commencé à évacuer leur famille de la capitale.

Pendant que les politiciens se partageaient le pouvoir, « les gens ordinaires » se sont spontanément réattribué ce que les riches leur avaient volé. D'abord, ils ont attaqué les centres commerciaux et les bureaux appartenant aux parents et aux proches d'Akaev. Le soir, le peuple s'est jeté sur des bijouteries et des boutiques de luxe, des centres commerciaux, des bureaux d'entreprises bourgeoises, pour les piller. Le supermarché *Beta Stores* et le centre commercial *Silk Way* ont été envahis ; les gens ont tout pris, de l'électroménager aux denrées alimentaires et aux vêtements, ensuite les magasins ont été incendiés. Il y a eu des tentatives d'attaque d'un hôtel de luxe (5 étoiles) du centre ville.

Dans la nuit du 24 au 25 mars, les lieux commerciaux suivants ont été attaqués : *Plaza*, *Populair-Plaza*, *1000 vitilles*, *Bitel*, *Maison du commerce*, 3 magasins *Populaire* ; dans les rues Akhounbaiev et Gorky : *Rubis*, *Altyn*, *Goin*, le *Grand Magasin Central* (CUM), *Luminaire*, le marché *Madina*, les *Aréopages* ; dans les rues Dzerzhinsky et Manas : *Domino*, *Sela*, *Boflex*, *Hitachi*, *Mac-Burger*, *Euroasie*, *Marchandises sportives*, *La planète de l'électronique*, *Mode-art*, *Commerce militaire*, le magasin de meubles *Kelebek*, les agences des compagnies aériennes
(suite page 18)



« La révolte

(suite de la page 17)

étrangères *British Airways* et *KLM*, le réseau de stations-services *Alliance*, etc.

Qui a saccagé les magasins dans la capitale de Kirghizie ? Les nouvelles autorités se sont empressées d'accuser des provocateurs d'Akaev et de la mafia (Adil Toigonbaev, gendre du président renversé et homme d'affaires ; Zhyrgalbek Sourbaldiev, président de l'Association des entrepreneurs, etc.). En réalité, on a pu voir à la TV des voitures fabriquées à l'étranger s'arrêter devant les magasins et être chargées avec les marchandises emportées. Mais la plupart des gens qui se sont emparés de denrées alimentaires, de réfrigérateurs, de téléviseurs et d'autres biens de consommation, la première nuit, étaient – selon les témoins oculaires – les habitants ordinaires de Bichkek : de jeunes chômeurs à de pauvres vieilles femmes, qui ont tenté de traîner un ou deux sacs de marchandises de supermarchés. Des gens de toutes nationalités (Kirghizes, Russes et autres) ont participé à cette redistribution de marchandises au peuple.

En dépit des affirmations des autorités, personne n'a donné l'ordre de « piller des magasins ». Tous ont agi spontanément, selon le principe « *Si tout le monde y va, j'y vais aussi* ». Le correspondant du journal *Moskovski komsomolets*, qui a pu rencontrer des prisonniers ayant participé à l'expropriation populaire, a dû reconnaître à contrecœur que c'est la misère qui avait motivé les gens.

Altynbek, 24 ans, a participé au pillage d'un magasin de salles de bain vendant du matériel italien de luxe. Altynbek est né dans une famille d'intellectuels, sa mère est institutrice et son frère, professeur d'anglais à l'Université, où ses sœurs, plus jeunes, sont étudiantes. Il a fait sa troisième année d'étude par correspondance... « *Je dois payer mes études, cela me coûte 5 000 Somes par an (125 \$)... J'ai été embauché avec d'autres pour refaire une maison : poser la tapis-*

serie, mettre un coup de blanc sur les murs, etc. ». Avant son arrivée à Bichkek, Altynbek travaillait comme berger dans son village natal... Il n'y a pas d'autre travail dans le village. « *On doit aider mes parents dans le ménage au printemps et en été. [Altynbek est triste] Nous avons 2 chevaux, 2 vaches et 4 hectares de terre qui doivent être cultivés. Comment peuvent-ils faire cela sans moi ?* ».

« *Presque tous les prisonniers sont des jeunes pareils à Altynbek et à son ami : sans travail, sans raison...* », dit un fonctionnaire de la prison où il est en garde à vue. « *On a amené chez nous une voleuse. Elle est jeune, 25 ans... Son mari l'a quittée depuis longtemps et elle et ses 3 enfants survivent avec seulement 600 Somes [15 \$] ; elle vend des journaux dans un kiosque...* » (*Moskovsky komsomolets* – MK, 29 mars 2005)

Ils étaient des milliers dans ce cas...

« *Assez de la révolution, vive l'ordre !* »

La bourgeoisie a tenté de parer l'attaque du peuple. Les propriétaires des banques et du Grand Magasin Central (CUM) ont armé leurs employés et leur ont ordonné de tirer. « *Tous les chefs d'entreprise évacuaient leurs biens de la ville...* », a expliqué le chef d'entreprise Nikolai, le 25 mars, dans une interview téléphonique à l'agence de presse *Fergana.Ru*. « *Fusils, bâtons, armes de chasse, armes électriques de défense – chacun s'arme avec ce qu'il peut.* ».

Les chefs de la « révolution des tulipes », en arrivant enfin au pouvoir, se sont empressés d'aider les propriétaires embêtés. Les politiciens n'ont pas pensé qu'ils pouvaient perdre le contrôle sur le peuple. Le général du KGB Koulov, ex-vice-président du pays, a été chargé du rétablissement de l'ordre. Il a été rapidement libéré de prison, où il était détenu pour corruption. Maintenant il a juré d'en « *finir avec le pillage* ». En obtenant la place de « coordinateur des structures de force » avec les pleins pouvoirs dictatori-

aux, il a ordonné aux policiers de retourner immédiatement au « travail » et a commandé la création de « milices » et des détachements conséquents de partisans du nouveau régime. Cet appel a été lu à la télévision. Les militants des structures de jeunesse des mouvements d'opposition ont aussi complété les rangs des chiens de garde de la propriété. La police et les forces armées de l'intérieur ont obtenu la permission de tirer sur les « maraudeurs ».

La chasse aux pauvres qui attendaient au sacro-saint capitalisme a commencé la première nuit. Les policiers et les « membres des milices » ont attrapé, dans la rue, les gens qui transportaient sur des charrettes les marchandises venant des supermarchés pillés. Ceux qui ont été arrêtés ont été mis en garde à vue à la prison de Bichkek et jetés dans une cellule commune. Mais le lendemain, 25 mars, les émeutes de masse ont continué. Des bagarres entre la jeunesse mécontente et les membres des « milices » ont éclaté. Les derniers ont occupé la place centrale de la capitale. Les jeunes pauvres des régions voisines, sans travail et sans propriété, sont arrivés dans la ville ; ils venaient en bus, à pied, comme ils pouvaient.

À 18 heures, la foule a attaqué à nouveau la Maison du gouvernement. Les gens lançaient des jurons contre le chef de l'opposition Bakiyev (ex-chef du gouvernement devenu maintenant président de la République par intérim). « *Il nous a utilisés pour s'emparer du pouvoir ! Nous ne leurs donnerons pas la Maison blanche que nous prendrons d'assaut ; nous voulons la reprendre !* », criaient les manifestants. Une masse de 6 000 personnes chassait violemment les militants de l'opposition qui gardaient la Maison. En la prenant d'assaut, la foule a marché vers le Grand Magasin Central (CUM) qui n'avait pas été pillé la veille. À mi-chemin, il y a eu une tentative d'attaque du commissariat militaire Oktyabrsky ; les fonctionnaires ont pénible-

des indigents » en Kirghizie (suite)



ment repoussé les manifestants furieux. Près du CUM, les fusillades entre attaquants pauvres et détachements de la police et de la « milice » crépitaient.

« *La deuxième nuit*, a reconnu le lendemain l'un des « miliciens » au forum électronique de l'agence *Fergana.Ru*, est devenue la nuit de la jeunesse pauvre, mais on ne les laissait pas faire ; on tirait en l'air. J'ai tout vu de mes yeux. Les gens que nous arrêtons nous-mêmes venaient des villes voisines de la région de Tchuyiski. Les jeunes des environs ont tenté d'entrer dans la ville le deuxième jour comme renforts inattendus... » Les autorités ont fait entrer à Bichkek des forces militaires : des détachements de la division motorisée de Koitach.

Pendant 2 jours et 2 nuits, le peuple a pillé en tout environ 60 magasins. Les dommages généraux pour les entreprises et les commerces de la capitale ont été évalués par le Ministère de l'Intérieur à 15 millions de \$. Dans la nuit du 26 mars, la police a été appelée plus de 100 fois et a souvent tiré. Plus de 4 000 policiers et membres des « milices » ont patrouillé les rues. Comme le correspondant du *Moskovsky komsomolets* l'a affirmé, des centaines de personnes ont été directement prises devant les vitrines des magasins. « *Ils ne sont plus que 100 seulement dans une station de réception et de répartition près du Vieux Marché* ». Le vice-chef de la Direction de l'Intérieur pour l'activité opérative, le colonel Abakirov a précisé : « *On a arrêté entre 150 à 200 personnes en une nuit, comme des pêcheurs au filet, on prenait tout ce qu'on trouvait. Ensuite, on « filtrait » ici. Beaucoup étaient très jeunes, nous avons laissé repartir chez eux les moins de 14 ans.* » (*Moskovsky komsomolets*, 29.03.2005)

À l'aube du 26 mars, les autorités ont réussi à rétablir le contrôle général de la situation à Bichkek. La capitale de la Kirghizie retournait à l'« ordre » capitaliste.

La vengeance du capitalisme

Les jours suivants, les meetings ont continué à Bichkek mais les questions politiques étaient déjà au centre des discussions : la nouvelle composition du Parlement est-elle « légitime » ? Pendant que les gens gueulaient et recueillaient des signatures, les vieux fonctionnaires et représentants des forces de l'« ordre » retournaient à leurs fonctions et les députés offensés intriguaient sournoisement – la police et les patrons commençaient la contre-attaque. Ils ont repris ce qui avait été pris par le peuple de force pendant les jours et les nuits d'émeute. Ordre a été donné aux habitants de rendre les biens venant du pillage. Les autorités ont appelé la population à les informer sur des voisins convaincus d'avoir participé aux pillages ou autres. Une ligne téléphonique spéciale de « confiance » a été ouverte. Une trouble hystérie de dénonciation a embrasé Bichkek. « *Les voisins nous ont alors beaucoup aidés...*, a commenté le chef du service de jour de la Direction de l'Intérieur Korzhenevsky. *Il y a eu plusieurs vieux règlements de compte ou des actes de méchanceté...* »

La ville est terrorisée et stupéfiée par les raids de la police. On force les habitants à restituer « volontairement » les marchandises qu'ils ont prises. « *...On recherche à Bichkek presque tous les maraudeurs par le moyen suivant : selon les dénonciations des voisins*, informe le correspondant du *Moskovsky komsomolets* dans la capitale kirghize. *D'abord le « Berkout », le détachement spécialisé d'opérations et de recherches contre les pickpockets et pilleurs, fait une perquisition de la moitié d'une maison, ensuite viennent les juges d'instruction. Presque tous les habitants de la maison ont participé cette nuit au pillage... L'un a pris une théière, l'autre un fer électrique... Un dépôt des objets requis établi par la police est organisé dans une chambre au rez-de-chaussée, il n'y pas assez de place*

à la section de l'Intérieur de l'arrondissement. C'est pourquoi le comité de la maison est maintenant responsable des biens étrangers qui ont été remis pour acquis. Quand les propriétaires des magasins en auront fini avec la réparation de leurs locaux, ils les emporteront. » (*Moskovsky komsomolets*, 29.03.2005)

Jusqu'au 5 avril, selon l'information de *Rabat-TV*, la police a réussi à confisquer des marchandises à hauteur de 65 000 \$ et a trouvé des biens « sans propriétaire » à hauteur de 100 000 \$. La population a été obligée de remettre « volontairement » les marchandises pour un montant de 15 000 \$. 165 affaires criminelles ont débuté et 58 personnes arrêtées sont encore détenues.

Si malheureusement l'une des premières révoltes sociales dans l'ex-« Union Soviétique » finissait ! Par certains côtés elle était semblable à la révolution albanaise de 1997. Mais contrairement à l'Albanie, en Kirghizie, les pauvres n'ont pas désarmé la police et n'ont pas créé d'organes d'autogestion en prenant en mains leur destinée, même pour quelques jours. Mais ce n'était qu'un début. Il semble que la patience des travailleurs mis au désespoir par les nouveaux riches avides puisse être récompensée sous peu. L'important est d'éviter de se tromper avec tout nationalisme ou « révolution des fleurs », qui ont montré leurs dents bourgeoises-étatistes aussi clairement qu'en Kirghizie.

P. S. Début avril, des centaines d'habitants du Sud de la Kirghizie sont venus à Bichkek, ont occupé des lots de terre et ont demandé aux autorités de leur remettre ces lots. Ils déclarent qu'ils veulent auto-construire leurs maisons et chercher du travail parce qu'il n'y a ni travail ni de quoi manger dans leurs régions natales. La lutte continue...

V. D., membre de la CRAS-AIT
(section russe de l'AIT)

1º DE MAIO CONTRA O TRABALHO SEM DIREITOS!



PELAS 6H DIARIAS DE TRABALHO (30H SEMANAIS) SEM REDUÇÃO SALARIAL.



FORGS - SINDIVÁRIOS POA E CANOAS - CENTRO CULTURAL E ARTÍSTICO
FEDERAÇÃO ANARQUISTA DO RS / MOVIMENTO LIBERTÁRIO BRASILEIRO
FORGSCOB@YAHOO.COM.BR ENTRE AV'S CAIRU E S PEDRO

AV. BENJAMIN CONSTANT - 1119 - PISTA DE SKATE APARTIR DAS 12 AS 18 HS